

Partout, monsieur l'Orateur la production des biens et des services se fait par les adultes, pour toute la population. Cette production vise deux buts: la consommation des biens et services par toute la population et la capitalisation des surplus pour assurer la production future, de même que les développements de la production, des instruments de production et de la productivité en progrès constant pour une population progressive nationale et internationale.

Partout, monsieur l'Orateur, on retrouve que la production égale la consommation et la capitalisation. Qu'il s'agisse de pays capitalistes, socialistes ou communistes, partout la production des biens et des services est faite en vue de la consommation et de la capitalisation par les adultes et par toute la population.

Il faut donc distinguer entre les systèmes monétaires, économiques et politiques. Cette distinction nouvelle, du moins, pour ceux qui ne sont pas initiés aux grands principes internationaux, peut être d'une grande utilité pour comprendre ce qui paraît si compliqué, dès qu'on mêle l'argent à nos discussions économiques et politiques.

Tous savent que la production se fait grâce au capital et au travail et que le capital mérite un salaire et un intérêt, à condition qu'il soit raisonnable. Cela sert ensuite de pouvoir d'achat pour acheter une partie de la production. Tout cela fait partie du système économique et du système bancaire international ou des accords de Bretton Woods, si l'on veut. Cela fait partie du système économique. Il faut bien distinguer entre le système monétaire et l'économie politique.

En juillet 1942, on pressentait la fin de la guerre. Les grands pays commençaient à prévoir la prochaine période d'après-guerre et à préparer, autant que possible, l'orientation de l'économie internationale, au moyen d'organismes supranationaux. A Bretton Woods, en 1944, il ne s'agissait pas de prévoir la création de l'Organisation des Nations Unies, mais bien l'établissement de la finance des nations capitalistes. Il ne s'agissait pas de la politique internationale, mais bien de la finance internationale. Ces deux choses sont toujours traitées séparément, bien que souvent les financiers et politiciens d'envergure nationale ou internationale soient les mêmes personnes.

Pour ce qui est de tous ces organismes, il faut bien comprendre et reconnaître que nous sommes loin de la petite entreprise et des besoins des individus et de leur famille. Seuls les grands problèmes préoccupent les délégués financiers ou les politiciens de cette grande institution.

A ce très haut niveau, celui des grandes administrations, seuls le capital et les profits [M. Latulippe.]

du capital sont protégés et favorisés. Le problème de la personne humaine, de la famille, de la ferme et de la petite industrie, est totalement ignoré, lors des délibérations de cette institution. A ce stade, seuls les citoyens millionnaires des pays membres des institutions internationales participent aux discussions.

• (2.20 p.m.)

Il faut bien reconnaître que les délégués qui participent à ces grandes démonstrations de compétence financière internationale prennent vite l'habitude de parler de millions de dollars et qu'ils oublient facilement les problèmes de sous, de dollars, de travail, de budget familial, de pouvoir d'achat, de chômage et d'allocations sociales ou familiales.

Même si M. Deutsch revient plus tard, de 1963 à 1968, à titre de président du Conseil économique du Canada, il est déjà formé aux grandes allures financières, aux philosophies et aux théories financières internationales. Même si M. Rasminsky devient plus tard gouverneur de la Banque du Canada, ses préoccupations sont déjà avec les millions et les milliards plutôt qu'avec les besoins des petites institutions de famille et des petites industries du Canada, car seules les grandes entreprises ont l'heur d'attirer son attention. Ces grands dirigent l'économie du pays avec une mentalité ouverte aux études des grands projets, plutôt qu'aux besoins des individus et de la famille. C'est pourquoi je dirai que M. Rasminsky ne se fait pas de scrupule d'augmenter le taux d'escompte de la Banque du Canada quand cela fait son affaire et celle des grandes puissances, même si c'est au détriment de la nation. A titre de gouverneur de la Banque du Canada, il a le pouvoir de le faire et il n'y a aucun économiste ni aucun fonctionnaire du gouvernement actuel qui puisse intervenir, pas même le ministre des Finances (M. Benson).

Il faut bien les comprendre et les laisser à leurs savantes explications, mais il faut élaborer une autre argumentation qui part du bas pour monter aux besoins des familles, des petites entreprises familiales, des fermes, des magasins, qui occupent encore la plus importante partie de la population du pays, sans laquelle il n'y aurait pas même de pays pour être partie aux accords de Bretton Woods.

Si les grandes institutions brassent des millions et des milliards de capitaux accumulés par les profits et des capitaux de réserve, il ne faut pas oublier que leur importance dépend justement des innombrables petits employés, des millions de salariés qui administrent des budgets familiaux.

Au nombre des quelques grands Canadiens, qui étaient présents à Bretton Woods, se trou-